

Elaboration et suivi du Schéma Organisationnel et de Suivi de l'Elimination des Déchets de chantier (SOSED)

Le SOGED (Schéma Organisationnel de gestion et de l'élimination des déchets) est établi par l'entrepreneur et doit être présenté comme partie intégrante du SOPAED.

Ce document devra présenter le cadre général du schéma de gestion des déchets de chantier qui devra présenter au minimum :

- les différents types de déchets susceptibles d'être produits tout au long du chantier que ce soit par la réalisation des travaux (matériaux chaussées classés en fonction de leur nature), ou par la présence d'installations et d'activités inhérentes au chantier (emballage, carton...). Préciser s'il s'agit des déchets inertes, déchets dangereux ou non dangereux, ainsi que les quantités prévisibles.
- pour chaque déchet, les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement.
- le système de tri des déchets qui sera mis en place : le tri des déchets devra se faire au minimum pour les flux suivants : bois, carton, emballage (même si les quantités sont inférieures à 1100L/semaine), déchets dangereux (huile, chiffons souillés...), déchets non dangereux en mélange, en précisant :
- le nombre de bennes prévues, de conteneurs ;
- la description de l'aménagement de la zone de tri (devant comprendre une aire étanche) ;
- le choix de la collecte sur le chantier d'une zone de tri avec un système de collecte défini, plusieurs zones de tri...
- un objectif en % de valorisation des déchets fixé par l'entreprise, étant entendu que 100% des déchets devront être traités par valorisation ou non. Cet objectif servira d'indicateur tout au long du chantier ;
- une zone étanche de stockage de déchets dangereux qui devra être prévue dans les installations de chantier ;
- les moyens qui seront mis en œuvre pour le suivi, le contrôle et l'application du SOGED ;
- la personne qui sera en charge de ce suivi ;
- les modes d'informations et de sensibilisation prévus des agents travaillant pour le compte de l'entreprise (y compris les sous-traitants) afin de garantir la bonne application du tri ;
- les dispositions prises pour assurer la propreté permanente du chantier ainsi qu'aux abords du chantier ;
- le mode d'information du maître d'œuvre en phase travaux qui devra préciser notamment les différents documents qui seront mis à disposition du MOE (au minimum les bordereaux de suivi de déchets / bon de pesée remis par l'entreprise prestataire) ainsi que les quantités de déchets évacués ;
- une description des installations d'entretien des engins : cette zone devra comprendre une zone étanche pour le lavage des engins, une zone d'entretien mécanique, une fosse de décantation.

Il est rappelé que la réglementation impose la valorisation des déchets, et que seuls les déchets ultimes (qui ne peuvent être valorisés) seront évacués en centre d'enfouissement.

En cas de manquement conséquent d'une entreprise, le Maître d'œuvre pourra demander à l'entreprise mandataire ou à une entreprise spécialisée, de procéder au nettoyage au frais de l'entreprise mandataire.

Avant toute évacuation des matériaux, l'entrepreneur devra présenter au maître d'œuvre :

- Soit l'accord écrit de mise en dépôt établi par le gestionnaire de la décharge, lorsqu'il s'agit d'une décharge déjà réglementairement autorisée ; cet accord devra indiquer le volume et la nature des matériaux acceptés sur le site de la décharge,
- Soit l'arrêté préfectoral ou municipal autorisant l'entrepreneur à créer une zone de dépôt spécifique pour les besoins du chantier. Dans ce cas, l'entrepreneur fera son affaire de toutes les démarches nécessaires à l'obtention de cette autorisation. Il ne pourra prétendre au titre du présent marché, à aucune indemnité pour les frais d'études (études hydrogéologiques ou géotechniques par exemple) ou d'aménagement du site qu'il serait nécessaire de réaliser préalablement à la délivrance de l'arrêté d'autorisation.

L'entrepreneur s'engage à respecter toutes les prescriptions techniques qui pourraient lui être imposées dans le cadre de cette autorisation de mise en décharge (limitation de hauteur, compactage, drainage, pente de talus, etc.)

La responsabilité du maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage ne saurait être engagée en cas de non-respect des clauses imposées pour la mise en décharge.

Contenu du PAE

Au cours de la période de préparation et sur la base des documents du DCE, l'entrepreneur établira un Plan d'Assurance Environnement et Déchets - PAE - qui sera soumis au visa du maître d'œuvre.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, un seul PAE commun devra être remis. Ce PAE devra couvrir l'ensemble des activités des différentes entreprises du groupement. Le mandataire du groupement aura en charge l'application du PAE au cours des travaux.

Ce document doit servir de référence tout au long du chantier dans le domaine de l'environnement et des déchets. Il devra donc répondre aux différentes exigences décrites dans le fascicule : exigences environnementales, exigences vis à vis des déchets de chantier et l'article 36 du CCAG ainsi qu'aux spécifications décrites ci-dessous.

Il devra donc décrire au minimum les moyens matériels et humains qui seront mis à disposition pour sa mise en œuvre, pour son suivi, ainsi que les enregistrements prévus.

Ce document sera évolutif. Il sera complété et mis à jour chaque fois que nécessaire et préalablement à l'exécution des tâches ou ouvrages unitaires. Il sera révisé en cas de changement de méthode d'exécution ou d'organisation de chantier modifiant la maîtrise des impacts environnementaux prévue au PAE initial.

Le démarrage des travaux ou ouvrages unitaires est conditionné par l'obtention du visa sur le PAE initial ou les compléments rendus nécessaires en cours de travaux.

Le Plan d'Assurance Environnement et Déchets doit être l'égal du Plan d'Assurance Qualité dans le domaine de l'environnement et de la gestion des déchets.

Le PAED devra préciser :

- un rappel des enjeux rencontrés dans l'aire d'étude du projet ;

- le lieu d'exécution des travaux ainsi que le planning prévisionnel ;
- l'organisation définitive, les moyens humains, l'organigramme définitif du chantier en précisant :
 - pour chaque personne identifiée, sa responsabilité et son action dans l'application, la mise en œuvre et le suivi du PAE, et des exigences ;
 - le correspondant environnement avec son niveau hiérarchique ;
 - les moyens d'information et de sensibilisation de son personnel (outils, supports,...).

Cette prise en compte est assumée par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre et l'entrepreneur.

Elle vise également à assurer les relations avec les services de l'Etat, les collectivités locales, les concessionnaires et les tiers.

Préalablement au démarrage des travaux concernés par des dispositions spécifiques relatives à l'environnement, l'entrepreneur complète son PAED élaboré lors de la phase de préparation des travaux, en décrivant ses méthodes de travail et de préservation de l'environnement en concertation avec le maître d'œuvre puis la soumet à son visa.

- dispositions vis à vis des rejets de l'eau de l'emprise
- utilisation des sous-produits et produits de recyclage
- sols et matériaux pollués rencontrés sur le chantier